

**Déclaration de Fleur Pellerin, ministre de la Culture et de la Communication,
suite aux crimes perpétrés par Daech à Palmyre en Syrie**

Depuis mai 2015, des crimes terroristes d'une extrême violence menés par le groupe Daech se succèdent à l'encontre de la cité antique de Palmyre, de ses symboles et de ses défenseurs. La série de photos publiée par le groupe djihadiste montre à quel point ces attaques planifiées et mises en scène servent une stratégie de la terreur culturelle.

Je veux d'abord rendre hommage à Khaled Assaad, éminent archéologue, assassiné cruellement le 18 août par des barbares. Je salue la mémoire de celui qui fut pendant un demi-siècle le chef des antiquités de Palmyre et, jusqu'à la fin de sa vie, un résistant qui s'est érigé avec courage contre la destruction de nos racines communes. Le crime sans nom dont il fut la victime au terme d'un mois de séquestration est une tragédie pour le monde entier qui perd avec lui une part considérable de la mémoire vivante de Palmyre. Mais au-delà du savoir immense qu'il aura eu à cœur de transmettre, c'est avant tout cette lutte pour la liberté qu'il nous laisse en héritage.

Je condamne avec force et colère la destruction dimanche dernier du temple de Baalshamin, l'un des plus importants sanctuaires de Palmyre, vieux de 2000 ans. C'est un crime contre notre patrimoine commun, une perte monumentale pour l'humanité. Au-delà de ses crimes contre les civils et de son mépris pour la dignité de la personne humaine, Daech a engagé une véritable purge culturelle, comme en témoignent le saccage et le pillage de 300 sites historiques de Syrie ces quatre dernières années.

Aucun acte terroriste ne saurait anéantir l'Histoire, mais il nous faut préparer l'avenir. J'appelle de mes vœux l'unité de la communauté internationale pour renforcer d'une part notre combat contre le trafic d'œuvres d'art qui irrigue le terrorisme et trouver, d'autre part, tous les moyens propices à la préservation des sites que les obscurantistes ont entrepris d'anéantir.

La France mettra ainsi tout en œuvre pour mobiliser chercheurs et archéologues afin de conserver la mémoire du patrimoine mondial dans ce contexte de grande tension. Le Président de la République a missionné en ce sens l'un des établissements du ministère de la Culture et de la Communication en la personne de Jean-Luc Martinez, président du musée du Louvre, pour réfléchir aux moyens de protéger les biens culturels lors de conflits armés.

Paris, le 25 août 2015